

entrées

Écrire et lire l'Enseignement catholique / N°88 / avril 2014

libres

PERSPECTIVES 2014-2019

Pour une
autonomie
responsable

RENCONTRE

Jacques
ROGGE

PÉDAGOGIE STEINER

Apprendre
avec le
cœur et
les mains



édito

- 3 Autonomie responsable

mémorandum

- 4 Les partis se positionnent...

des soucis et des hommes

- 6 Le temps du bilan
6 Encadrement différencié : ramener la marge au centre

entrez, c'est ouvert !

- 9 Une bibliothèque, cadre de la différenciation
10 Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, bonjour !
11 14-18 : des élèves au cœur du conflit

l'exposé du moi(s)

- 12 Jacques ROGGE
Faites du sport, bougez !



Jacques ROGGE

mais encore...

- 14 Quelle place pour la littérature belge à l'école ?

université d'été

- 15 Entre cercle familial et cadre scolaire
Voyage au cœur des relations familles-école

zoom

- 16 Apprendre avec le cœur et les mains



zoom

avis de recherche

- 18 Le turnover des enseignants

écoles du monde

- 20 Quand l'école est porteuse d'espoir !

entrées livres

- 21 Un libraire, un livre ■ Concours ■ Fondation Laure NOBELS
22 Racine : faire vivre l'œuvre d'un auteur profondément actuel

service compris

- 22 25^e anniversaire du Fonds HOUTMAN
Pastorale scolaire : cinquième ! ■ 14-18 : expo itinérante
23 Un « flashmob » pour sensibiliser au mal-être adolescent
Comment j'ai détesté les maths

hume(o)ur

- 24 L'humeur de... Marthe MAHIEU
Le CLOU de l'actualité



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

entrées libres

Avril 2014 ■ N°88 ■ 9^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et aout)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.

www.entrees-libres.be
redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable
Conrad van de WERVE (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Secrétariat et abonnements
Nadine VAN DAMME
(02 256 70 37)

Création graphique
Anne HOOGSTOEL

Membres du comité de rédaction

Anne COLLET
André COUDYZER
Jean-Pierre DEGIVES
Vinciane DE KEYSER
Benoit DE WAELE
Hélène GENEVOIS
Brigitte GERARD
Thierry HULHOVEN
Anne LEBLANC
Patrick LENAERTS
Marie-Noëlle LOVENFOSSE
Bruno MATHELART
Luc MICHIELS
Françoise MIN-BOL
Guy SELDERSLAGH
Marie TAYMANS

Publicité
02 256 70 30

Impression
IPM Printing SA Ganshoren

Tarifs abonnements

1 an: Belgique: 16€ ■ Europe: 26€
Hors-Europe: 30€
2 ans: Belgique: 30€ ■ Europe: 50€
Hors-Europe: 58€

À verser sur le compte n° BE74 1910 5131 7107 du SeGEC avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles avec la mention "entrées libres".

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs.

Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Textes conformes aux recommandations orthographiques de 1990.

entrées libres est imprimé sur papier FSC.



Autonomie responsable

Photo: Guy LAMBRECHTS

Sur la situation scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles, quelques diagnostics mettent tout le monde d'accord. Il y a consensus sur la nécessité de places supplémentaires, vu la croissance démographique galopante dont le pic, en 2030, est encore à venir. Consensus également sur la nécessité d'un enseignement plus efficace (améliorer nos scores aux tests PISA). Un enseignement plus équitable est, lui aussi, unanimement souhaité : la part des différences de résultats entre élèves qui incombe aux différences de niveaux socio-économiques mériterait d'être réduite.

Il est cependant intéressant de nuancer ces diagnostics. Concernant les tests PISA en lecture et en mathématiques, ne soyons pas inutilement pessimistes : nous avons aujourd'hui rejoint la moyenne des pays de l'OCDE. Ce qui montre que l'adaptation de nos programmes, la mobilisation des chercheurs, des services d'inspection, des conseillers pédagogiques, des professeurs sur le terrain portent leurs fruits. Quant à notre « score » en matière d'équité, nous ne sommes pas si isolés qu'on le dit. Notre voisin français, par exemple, avec son école républicaine, organise un système scolaire plus inéquitable que le nôtre.

La méthode pour faire progresser notre système fait, quant à elle, débat. Quelle a été la politique menée lors des législatures précédentes ? En Communauté française, depuis une vingtaine d'années, on a surtout pensé en termes de réformes de structures : réforme de l'inspection, organisation du premier degré, décret Inscription, bassins scolaires, etc. Or, la clé du succès des 40 systèmes scolaires à travers le monde qui ont le mieux amélioré la qualité de leur enseignement a résidé non dans un grand « big bang structurel », mais bien dans l'amélioration des pratiques d'enseignement sur le terrain. Plutôt qu'à multiplier des réformes linéaires, nous incitons le monde politique à développer une stratégie qui permette de mobiliser les établissements là où un potentiel d'amélioration est à la fois possible et nécessaire. Si nous nous focalisons sur les 10 à 15% d'écoles où ce potentiel d'amélioration est le plus grand, nous rejoindrions, dans les indicateurs PISA, des niveaux de performance équivalents à ceux des pays scandinaves.

Les perspectives budgétaires déterminent aussi le champ des « possibles » pour la prochaine législature. On sait les marges pour de nouvelles politiques quasi-nulles, voire négatives, au cours des premières années. Étant donné que la piste d'un refinancement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne figure dans aucun programme de parti, quels sont les scénarios qui permettraient d'éviter une forme d'immobilisme ?

Il faudra du discernement pour allouer les moyens disponibles là où c'est le plus prioritaire : la réponse à la croissance démographique, l'aide aux directions du fondamental, des ajustements pour l'enseignement supérieur. Autre voie : l'optimisation. Accordons aux écoles davantage de souplesse dans l'utilisation qu'elles font de leurs moyens d'encadrement, afin d'organiser le tutorat de jeunes enseignants et la remédiation. Cette autonomie de gestion pour les PO et les directions, nous la demandons non pour elle-même, mais parce que certaines matières ne peuvent pas se gérer mieux qu'au sein des écoles. Et c'est ce qui constitue véritablement l'ADN de notre réseau : une autonomie, mais une autonomie pour rendre un service, une autonomie responsable. ■

ÉTIENNE MICHEL
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SEGEC
11 AVRIL 2014



Les partis se positionnent...

Nous vous avons présenté, dans nos cinq derniers numéros, les dix grandes priorités de l'Enseignement catholique en vue des prochaines élections. **entrées libres** a profité de la venue au SeGEC des représentantes des principaux partis politiques¹ pour les interroger sur cinq d'entre elles.

1. Comment voyez-vous l'évolution du débat sur le choc démographique et la manière de financer les bâtiments scolaires ?

2. Que proposez-vous, dans le cadre budgétaire actuel, afin de généraliser les politiques de remédiation et de tutorat ?

3. Alors qu'un grand nombre de réformes ont été pensées en termes de structures, que pensez-vous d'une stratégie centrée sur l'établissement lui-même ?

4. Le processus de massification de l'enseignement supérieur dans le cadre d'une enveloppe fermée se solde par une réduction du financement par étudiant. Que proposez-vous ?

5. Les directions de l'enseignement fondamental réclament depuis longtemps de l'aide administrative. Comment leur répondre ?



Marie-Martine SCHYNS, Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale (cdH) :

1. Il faut des solutions innovantes. Depuis 2012, le cdH répète que chaque réseau doit prendre une part active pour résoudre ce boum démographique, avec un financement qui soit le plus égalitaire possible entre réseaux. La Flandre l'a fait avec un financement en capital pour les bâtiments des écoles subventionnées. On peut aussi le faire chez nous sans pour autant allumer des questions liées au pacte scolaire. Il faut rester pragmatique sur ce dossier.

2. Là aussi il faut être innovant, notamment en termes de remédiation, pour trouver des alternatives au redoublement, avec des innovations pédagogiques comme en mettent en place les équipes sur le terrain. Pour accueillir

les jeunes enseignants, le tutorat n'est pas la seule possibilité. On peut s'inspirer de ce qui se fait dans certaines écoles sur base de NTPP ou de volontariat (groupes de parole, mentorat, etc.) sans augmenter les moyens budgétaires.

3. L'autonomie des écoles est très importante. On doit leur donner davantage de flexibilité dans l'affectation des moyens pour développer des solutions propres, des stratégies spécifiques en fonction de la particularité de l'école ou des besoins des élèves ou des équipes pédagogiques.

4. Il faut revoir ce système d'enveloppe fermée, qui n'est plus tenable. On doit se poser aussi des questions par rapport aux étudiants qui ne viennent pas de la FWB et voir comment régler cette problématique de l'accès à notre enseignement, afin que les écoles se trouvent dans de meilleures situations financières et puissent accueillir les étudiants dans de bonnes conditions.

5. Un premier pas a été fait. Avec André ANTOINE, on a pu dégager, dans le cadre du budget de la Région wallonne, des points APE pour 300 emplois. Il y aura des aides administratives pour les directeurs, malheureusement pas pour tous puisque c'est sur base d'un appel à projets. Il faut poursuivre l'effort pour arriver à des solutions plus structurelles. Les débats budgétaires se feront lors des prochaines négociations.



Françoise BERTIEAUX, cheffe de groupe MR au Parlement de la FWB :

1. Y aura-t-il assez de places dans les écoles au 1^{er} septembre 2014 ? En termes de réalisation de bâtiments, de pose de modulaires, les choses ne vont pas assez vite et nous sommes inquiets par rapport à un endettement durable de la FWB ; le remboursement se fera au détriment d'autres politiques.

2. La remédiation immédiate fait partie de notre programme depuis longtemps. Un certain nombre d'établissements l'organisent déjà en interne, et les écoles qui cumulent le plus de difficultés bénéficient du financement différencié. Nous demandons que ces écoles mettent en priorité les moyens sur la remédiation immédiate et sur les apprentissages de base au début du primaire.

3. On a fait beaucoup trop de réformes par en haut, d'autorité. Il faut

changer des choses mais à partir des demandes du terrain, par des partenariats plutôt que par des formules décrétales autoritaires. Si on prend un établissement moyen comme modèle, ce que l'on imposera ne correspondra pas à une grande structure ou étouffera une petite. Il faut davantage organiser les choses selon la taille de la structure et sa nature.

4. L'enseignement supérieur est sous-financé. On travaille en enveloppe fermée, avec un nombre d'étudiants qui ne cesse de croître. Il faut repenser le financement, et nous n'écarterons pas les pistes qui viennent compléter le financement public. Nous sommes pour le financement public, mais nous devons oser explorer des pistes complémentaires si nous voulons augmenter le financement par étudiant.

5. Nous avons déjà pris des engagements très clairs, puisqu'on a déposé en juillet 2012 une proposition de décret visant à renforcer l'aide administrative, avec un seuil de 500 élèves. Nous soutenons aussi la demande d'un rattrapage barémique. Si nous sommes au gouvernement, nous demanderons aux directions de déterminer la première revendication pour laquelle nous devrions chercher des marges.



Caroline DÉSIR, députée au Parlement de la FWB (PS) :

1. Permettre une place de qualité à chaque enfant doit être la priorité absolue des pouvoirs publics, pour être en mesure d'assumer l'obligation scolaire. D'ici 2020, nous devons créer 45 000 places supplémentaires. Nous ne sommes qu'à la moitié du chemin. On va devoir continuer les efforts à un rythme soutenu dès l'entame de la prochaine législature.

2. Notre priorité absolue, c'est la lutte contre l'échec scolaire. Nous proposons d'engager 1000 enseignants supplémentaires pour faire de la remédiation en petits groupes-classes, spécifiquement dans les écoles qui sont en-dessous des attentes de la FWB. Le coût du redoublement est chiffré à 420 millions EUR par an en FWB. Ce budget pourrait être mieux utilisé si



Emily HOYOS, co-présidente d'ECOLO :

1. Sous cette législature, on a réussi à tripler les moyens consacrés aux bâtiments, mais cela prend du temps et le boum démographique n'est pas terminé. C'est aussi une opportunité pour s'interroger sur la façon dont on va enseigner dans ces nouvelles écoles. Les quartiers à forte pression démographique sont parfois à forte densité d'enjeux sociaux.

2. La lutte contre l'échec, la remédiation sont des nécessités pour que notre enseignement soit plus efficace. Il faut travailler en privilégiant la confiance et l'outillage des acteurs locaux. Les conditions de travail des enseignants sont des leviers pour améliorer la situation d'apprentissage des élèves. Avec eux, dans une logique de projets, par rapport à des objectifs identifiés, il faut prévoir des plans d'actions pour

on obtient des résultats en matière de lutte contre l'échec scolaire.

3. Nous devons trouver un juste équilibre entre la nécessaire autonomie des établissements et le devoir de régulation et de pilotage de la FWB. Les outils de mesure de notre enseignement nous permettent aujourd'hui de mieux comprendre son fonctionnement, de repérer les établissements en difficulté et de leur apporter un soutien et un encadrement plus adaptés. Mais il faut aussi laisser les chefs d'établissement faire leur métier. Nous plaçons pour l'élaboration d'un vrai pacte pour l'enseignement, avec l'adhésion du secteur.

4. Nous voulons un refinancement de l'enseignement supérieur qui soit proportionnel au nombre d'élèves. Sans quoi, le fonctionnement en enveloppe fermée risque de mettre des freins à l'accès à l'enseignement supérieur, ce qui va à l'encontre de sa démocratisation.

5. On doit d'abord réfléchir à une simplification administrative, mais il est tout aussi important de voir comment soutenir les directeurs du fondamental par l'engagement de secrétaires supplémentaires. Ça nécessite évidemment de trouver des budgets. Pour un investissement financier pas si important, on peut avoir des résultats qui, eux, le sont.

lutter contre l'échec.

3. L'idée de responsabiliser et de donner une sorte de contrat de confiance aux acteurs locaux nous semble importante. Il faut aussi leur donner des moyens. L'encadrement différencié permet d'adapter les réponses aux problèmes locaux. Il faut aider les équipes éducatives à se mettre dans une logique d'objectifs et de moyens pour y parvenir... Qu'on appelle cela contrat de gestion ou autre, l'idée est intéressante.

4. Il faut régler la question de l'enveloppe fermée, pour deux raisons : le boum démographique, qui ne va faire qu'augmenter, et l'importance de l'enseignement supérieur, qui aide les jeunes à accéder à l'emploi. Nous n'avons pas de tabou, il faudra en parler et sans doute ouvrir l'enveloppe pour que les moyens puissent suivre le choc démographique.

5. L'aide administrative aux directeurs est essentielle afin qu'ils puissent être de véritables chefs d'équipe éducative. Le décret en discussion fonctionnera et allègera les directeurs s'il est équilibré. S'il est source de tensions, il risque de ne pas être appliqué. Il faudra être attentif à maintenir ces moyens et à ce que les politiques ne soient pas eux-mêmes sources de complications administratives.



Caroline PERSOONS, députée au Parlement de la FWB (FDF) :

1. Les responsables politiques actuels n'ont pas attaqué le problème à temps. Il faut maintenant poursuivre l'effort de création de nouvelles écoles, de nouvelles places, parce que les différents PO font beaucoup d'efforts sur fonds propres. Il faudra trouver la voie de partenariats public-privé, pour soutenir



ces PO d'une manière cohérente, équitable pour tous. Et il faut aussi et surtout trouver des professeurs pour tous ces élèves.

2. Au départ, il faut une excellente formation pédagogique. Nous défendons la formation en 5 ans pour tous les instituteurs et professeurs du secondaire. Le tutorat vis-à-vis des jeunes recrues doit se mettre en place avec des profs qui arrivent au bout d'une longue carrière, qui ont une expérience. Valorisons ce système. Autre mesure : le soutien à la remédiation scolaire. Il faut s'occuper des élèves en difficulté, aussi pour qu'ils apprennent à se connaître.

3. C'est une mesure importante : dire stop aux réformes mais aussi donner plus d'autonomie aux directions, aux établissements. Nous avons comme objectif que nos élèves soient dans le top 5 PISA européen dans les 5 ans. Faisons confiance aux directions, aux établissements, tout en leur donnant les moyens de réussir.

4. Le système est intenable. Nous sommes pour la suppression de l'enveloppe fermée. Il faut revoir ce système de financement. La majorité Olivier a voté un décret de réforme du paysage du supérieur, mais sans y mettre le décret Financement. Il va falloir s'y atteler et se mettre autour de la table, alors que la FWB devra faire face à des défis très importants liés à la 6^e réforme de l'État.

5. On est favorable à une augmentation des moyens d'aide administrative et logistique. C'est essentiel pour que le directeur puisse retrouver un rôle de direction pédagogique et pour favoriser l'autonomie des établissements. Dans cette optique, il faut aussi diminuer la lourdeur administrative qui vient d'au-dessus. ■

INTERVIEWS CVW
TEXTES BG ET MNL

1. Invitées du « Midi-Rencontre » organisé par le Service d'Étude du SeGEC. Retrouvez ces interviews en vidéo ainsi que les photos sur <http://enseignement.catholique.be> > actualités

Le temps du bilan

La législature 2009-2014 se referme. L'occasion, pour entrées libres, d'interroger la Ministre Marie-Martine SCHYNS sur quelques-uns des grands dossiers qui ont marqué ces cinq dernières années.

Vous avez succédé à Marie-Dominique SIMONET l'été dernier. Comment qualifiez-vous la politique qui a prévalu au cours de la mandature ? Généraliser de bonnes pratiques de terrain ?

Marie-Martine SCHYNS: Marie-Dominique SIMONET avait commencé en disant : on ne veut pas la révolution, par contre on peut améliorer les choses en partant du terrain et en développant des expériences pilotes. On ne se situe d'ailleurs plus uniquement sur ce plan. Prenons l'exemple de « Décolâge ! » au fondamental. Cette communauté collaborative regroupe maintenant 300 écoles et 75 centres PMS !

Récemment, la réforme des titres et fonctions a pu aboutir. Le SeGEC s'est abstenu, en raison de l'apparition de nouvelles contraintes dans l'engagement du personnel. Le système est toutefois plus simple et plus dynamique...

M-MS : On passe de 214 à 20 barèmes. On a pu clarifier les 5000 titres en vigueur : quel enseignant va pouvoir donner quel cours. Un arrêté fixe les accroches titres et fonctions. On annonçait cette réforme depuis 40 ans !

Par contre, cette même réforme n'a (toujours) pas été adoptée pour les

Encadrement différencié : ramener la marge au centre

C'est sous un soleil quasi estival que quelque 750 enseignants s'étaient donné rendez-vous à Banneux, le 28 mars dernier, à l'appel des Services diocésains liégeois de l'enseignement fondamental (SeDEF), pour une journée consacrée à l'enseignement en encadrement différencié. Donner plus de moyens aux écoles qui s'occupent des plus démunis, le principe paraît simple. Mais quels sont les principaux défis à relever au quotidien, et comment y faire face ? Ce grand rassemblement se voulait une occasion d'échanger, de comparer ses pratiques et de célébrer le travail déjà accompli (suite en p. 8).

professeurs de religion...

M-MS : On a voulu sécuriser les titres et les statuts des professeurs de religion, en donnant des accroches titres-fonctions et en permettant que le titre soit validé, non pas uniquement par le chef de culte mais également par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cela n'a pas été accepté, mais c'est un ouvrage qui devra être remis sur le métier. Je rappelle aussi, toujours à propos des cours de religion, que M.-D. SIMONET a fait travailler tous les chefs de culte ensemble afin de définir une série de compétences communes aux différents cours. C'est un très bon point de départ. Le débat devra se poursuivre.

Vous avez été chargée de boucler d'autres dossiers, parmi lesquels la réforme du premier degré...

M-MS : Oui, le décret Premier degré date de 2006, et on savait qu'il fallait l'améliorer. Des projets-pilotes ont été mis en place dans 40 écoles et ont été suivis par des études universitaires. On arrive à présent à des améliorations, qui, je pense, dans l'ensemble, seront appréciées sur le terrain par des

professeurs qui donnent cours en 1^{re} et 2^e secondaires.

On peut parler aussi de la refondation du qualifiant, qui a bien démarré. On a voté dernièrement le décret Stage et le décret Grille horaire. On est dans une démarche de liaison avec l'entreprise qui n'a plus rien à voir avec ce qui se passait il y a dix ans.

À propos du boum démographique, certains estiment que l'on a réagi trop tardivement. Un plan d'urgence a cependant pu être mis en place, et tous les acteurs se sont « mouillés »...

M-MS : Je remercie vraiment tout le monde, parce que c'est vrai qu'on s'est mis d'accord entre politiques sur des budgets à dégager, sur des interventions en capital et sur un mode d'intervention égalitaire pour l'ensemble des réseaux. C'est un premier pas vers un financement plus juste des bâtiments, pour que tout le monde puisse prendre part au défi démographique. Ces interventions ont été possibles parce que tous les réseaux se sont mouillés en

fonction de leurs possibilités.

Enfin, c'est aussi au cours de cette législature que les Pouvoirs organisateurs ont été associés pour la première fois aux négociations sectorielles !

M-MS : Oui, la concertation, que ce soit avec les Pouvoirs organisateurs ou avec les autres acteurs de terrain, c'est la marque de M.-D. SIMONET. Il y a une confiance retrouvée avec le monde enseignant. Elle doit s'amplifier avec les acteurs de la société civile, pour que le métier d'enseignant retrouve aussi la confiance du monde économique et, finalement, celle des familles et des parents. ■

INTERVIEW CONRAD VAN DE WERVE



L'intégralité de cet entretien est disponible en vidéo sur www.entrees-libres.be > Partenariat RCF. Il a été diffusé dernièrement en radio sur RCF.



Photo: Carole HACCOUR

« **P** ermettre aux enfants les plus exposés à la non-réussite scolaire d'acquiescer les compétences pour devenir des citoyens responsables et leur donner des chances égales d'émancipation sociale, voilà le véritable défi de l'encadrement différencié », a déclaré d'entrée de jeu **Christine JAMAER**, coordinatrice des conseillers pédagogiques du diocèse, et l'une des chevilles ouvrières de la journée. « Nous avons souhaité réunir les quelque 750 enseignants actifs au sein des 45 équipes éducatives du diocèse au bénéfice de 11 450 élèves pour valoriser leur travail, les remercier pour leur engagement et partager avec eux l'importante responsabilité du devenir de leurs élèves », a-t-elle précisé.

Propos que n'a pas démentis **Isabelle ÉTIENNE**, directrice de l'école Saint-Louis à Sclessin, partie prenante du comité de préparation du forum. Organisé en réponse aux souhaits des directions d'école, il a mobilisé à la fois l'équipe diocésaine et des représentants des directeurs et des enseignants, qui ont exprimé leurs priorités, leurs difficultés et leurs espoirs. « Nous en avons dégagé des questions et des réflexions qui vont nourrir cette journée », a-t-elle expliqué.

Un participant : « C'est important, l'échange, dans le métier qu'on fait, surtout pour engranger des expériences quand on débute dans le métier comme moi. Ça permet aussi d'évoluer dans sa pratique. J'ai envie de garder une motivation au cours de la carrière, de continuer à apprendre. »

Mgr DELVILLE : « Avec le pape François, l'Église réaffirme sa volonté d'être aux côtés des plus pauvres. En parlant de la vie sociale, il évoque l'image d'une marée chaotique, mais aussi d'une caravane solidaire. Toute communauté, y compris scolaire, si elle n'œuvre pas de manière créative et en coopérant avec efficacité pour l'intégration de tous, y compris les plus pauvres, avec dignité, court le risque de la dissolution. »

Paolos DOSS : « Lorsque j'étais petit, j'aurais bien aimé bénéficier d'un encadrement différencié ! J'ai beaucoup d'admiration pour toutes ces personnes qui donnent d'elles-mêmes, de leur attention, de leur travail, à des enfants qui sont à la marge. Je vais leur donner à voir, à ressentir, ce qu'est devenu un adulte qui était dans la situation de ces enfants. »

Mgr DELVILLE, évêque de Liège, avait également répondu présent à l'invitation du diocèse. Il n'a pas manqué de mettre en évidence l'importance du travail des écoles en encadrement différencié. « Vous êtes aux avant-postes des défis de notre société. Vous êtes les témoins privilégiés des échecs de notre vie sociale ou familiale », a-t-il dit, insistant sur l'importance de ramener ceux qui sont à la marge au centre des préoccupations.

Pour favoriser contacts et échanges tout au long de la matinée, les organisateurs avaient fait le choix d'une disposition un peu particulière. Sur base d'un montage de vidéos – réalisé par des étudiants de l'HELMo-Saint-Laurent, illustrations multiples du métier d'enseignant, extraits de fictions ou de conférences –, les participants étaient invités à échanger par tables de 5, puis à changer de place pour reprendre les discussions avec d'autres. La journée s'est poursuivie par la visite d'une série de stands réalisés par les écoles pour présenter leur vécu, leurs projets et exprimer leur créativité. Créativité que n'a pas manqué de mettre en avant la Ministre de l'Enseignement, **Marie-Martine SCHYNS**. Elle a rappelé que les moyens attribués à l'enseignement à encadrement différencié ont triplé depuis 2009, et que le nombre d'enfants qui en bénéficient a doublé et s'élève aujourd'hui à 12,5% des élèves du fondamental.

Quant à la suite du programme, elle a permis aux participants de se régaler du spectacle d'un **Paolo DOSS** en grande forme. Très inspiré par le thème de la journée, ce clown poète, jongleur de mots et semeur d'espérance, comme il aime à se définir, les a allègrement fait passer du rire aux larmes et de la tendresse à la réflexion. En clôture de la journée, **Jean-François DELSARTE**,

Luc MICHIELS, coordonateur des conseillers pédagogiques du fondamental : « De telles journées sont très importantes pour les personnes qui relèvent les défis de cet enseignement au jour le jour avec des populations scolaires fragilisées, mais c'est aussi une fête. Il faut pouvoir partager à la fois les difficultés et les réussites. Ces projets nécessitent du temps, et j'ai envie de dire aux enseignants : accrochez-vous, continuez, ça en vaut vraiment la peine ! »

Jean-François DELSARTE : « Cette journée, au départ c'est une belle folie, mais une folie inspirée ! C'est important que les gens puissent se rencontrer et célébrer. Aujourd'hui, on célèbre d'abord leur talent, et au travers des échanges, un savoir vivre ensemble pour pouvoir rebondir demain vers d'autres projets. Tous ces acteurs s'intéressent aux marges de la société, et pour nous, ça a du sens, surtout dans l'enseignement chrétien. »

directeur du SeDEF, a tenu à remercier tous ceux qui se sont investis dans sa préparation et son déroulement, avec un coup de chapeau à la section Auxiliaire administratif et accueil de l'école secondaire Sainte-Claire de Verviers, chargée de l'accueil. Insistant sur l'indispensable pérennité des moyens et la souplesse dans leur utilisation par les établissements, il a conclu par ces mots : « La folie ne serait-elle pas d'imposer à tous un cheminement pédagogique uniforme ? Pour chacun de ces jeunes en difficulté, il faut recréer une autre école, et qui peut le faire, sinon l'encadrement différencié ? » ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE



Photo: Éloïse BEAUDRY

UNE BIBLIOTHÈQUE, CADRE DE LA DIFFÉRENCIATION



Photo: Brigitte GERARD

Apprendre à son rythme, dans un endroit agréable et entouré de livres, c'est ce que propose à ses élèves l'école fondamentale Saint-Henri à Woluwe-Saint-Lambert. Une institutrice y a, en effet, emménagé une bibliothèque, dans laquelle elle accueille les élèves pour diverses activités.

Chaleureuse, colorée, accueillante et remplie de livres en tout genre, la nouvelle bibliothèque de l'école Saint-Henri fait sensation. L'initiative d'installer ce lieu un peu hors du temps est venue l'an dernier de **Mariane HANQUET**, précédemment institutrice en 6^e année primaire : « *L'idée était de créer une bibliothèque, qui ferait aussi office de centre de documentation et qui permettrait de développer les compétences de savoir-lire et savoir-écrire des élèves, ainsi que des compétences transversales.* »

Le principe est simple : M. HANQUET y accueille toute la semaine des demi-classes de 12 élèves maximum qui viennent lire, faire des recherches, mais aussi prendre part à des projets plus importants. « *Et je veille à faire de la différenciation, précise-t-elle : les exigences sont adaptées à chaque*

élève, tout le monde ne doit pas parvenir au même résultat. Par exemple, avec des 4^e primaires, nous avons mené des recherches sur le thème de l'eau. Certains se débrouillaient bien et ont pu réaliser un mini-dossier avec les informations récoltées, mais d'autres devaient encore apprendre les bases : comment trouver des informations dans les livres, comprendre une table des matières, structurer sa pensée... »

Et pendant qu'un groupe se trouve dans la bibliothèque, l'autre moitié de la classe travaille avec son professeur en petit comité, ce qui permet un apprentissage plus individualisé. Les enfants peuvent également accéder à la bibliothèque en dehors des cours, pour consulter des livres, en louer ou simplement lire au calme.

Mais l'année dernière, il n'y avait rien de tout ça ! Il a d'abord fallu constituer

cette collection de livres, romans, albums jeunesse, dictionnaires... « *Pendant l'été, raconte M. HANQUET, j'ai réuni une série de livres récupérés dans ma classe, chez mes enfants ou auprès d'autres profs... Ensuite, il a fallu trouver un moyen de gérer les prêts, la recherche de documents. J'ai donc encodé tous les ouvrages sur un site internet, qui me permet de m'occuper de tout ça facilement.* »

Trois ordinateurs sont, par ailleurs, à la disposition des élèves dans le local, où ils ont également accès à internet. L'institutrice peut ainsi les sensibiliser à la sélection d'informations sur la toile, à la fiabilité de ce qu'ils y trouvent...

Si le défi semblait énorme au départ, l'ensemble de l'école est à présent impliqué dans le projet, et les parents le soutiennent. Mais vu le travail que cela représente pour M. HANQUET, le principe sera un peu repensé l'année prochaine : « *La bibliothèque est ouverte à tous les élèves, tous les jours à 8h et après 16h jusqu'à 18h. Et j'ai toutes les classes deux heures par semaine, avec des projets différents à développer et gérer ! L'année prochaine, les élèves de chaque classe devraient pouvoir venir une heure pour échanger sur les livres qu'ils lisent, en louer d'autres, faire des recherches. Et on mettra toujours en place quelques projets mais qui seraient plus collectifs. L'idée est, en tout cas, de continuer de faire vivre la bibliothèque avec des projets transversaux, dans l'idée que chaque élève y apporte ce qu'il peut et puisse évoluer.* »

L'essentiel est que chacun découvre, apprenne, avance à son rythme, et que cela puisse leur servir dans leur travail en classe. « *Les enfants sont enthousiastes, poursuit l'institutrice. Ils aiment me raconter ce qu'ils ont lu, me demander des conseils. Je suis moi aussi très contente du projet. La relation avec les élèves, dans ce cadre-là, est très chouette. Certains arrivent en disant qu'ils n'aiment pas trop lire, j'essaie alors de leur conseiller d'autres types de lectures, de leur raconter une histoire... Bien sûr, ce n'est pas en un an qu'on réussit à changer les choses, mais j'espère que cela aura des répercussions sur l'ensemble du travail des élèves.* » ■

BRIGITTE GERARD

MESDAMES, MESDEMOISELLES, MESSIEURS, BONJOUR !



Un des présentateurs de TévéGeer reçoit en studio le réalisateur Adrien FRANÇOIS.

« Voici les titres de notre JT : un reportage sur la police de Waremme et la découverte de l'envers du décor de la RTBF, avec des interviews exclusives de Nathalie MALEUX, Joëlle SCORIELS et Benjamin MARÉCHAL. » Dernières infos de l'une de nos chaînes télévisées nationales ? Non, il s'agit là du lancement du journal télévisé entièrement conçu et réalisé par les élèves de l'École fondamentale spécialisée de Geer.

« On a souvent l'impression que dans le spécialisé, on ne fait pas grand-chose avec les élèves. Mais il suffit de les voir à l'œuvre quand ils préparent le JT, ils s'investissent à fond !, s'exclame Jean HUBERLANT, instituteur. Dans notre école, nous accueillons des enfants qui ont des problèmes d'hyperactivité, de comportement, de dysphasie, de dyslexie ou de dyscalculie. Nous sommes régulièrement à la recherche d'idées intéressantes, et un collègue m'a encouragé à participer à l'appel à projets « École numérique ». L'idée de réaliser un JT avec les élèves est venue petit à petit. Notre proposition ayant été retenue, nous avons pu acheter le matériel souhaité : micros, appareil photo, caméra, tableau interactif, tablettes, table de mixage, ordinateur. »

J. HUBERLANT, dont les 4 heures de détachement sont essentiellement dédiées au projet, s'est associé avec la collègue qui s'occupe de la classe des plus grands. Ce sont eux qui posent les questions lors des interviews et qui rédigent les textes. L'instituteur se charge plus particulièrement de la partie technique avec les élèves un peu plus jeunes. Son, montage, voix off,

prise d'image n'ont dorénavant plus aucun secret pour eux. Et c'est toute l'école qui s'emballa pour proposer des idées. « L'autre jour, explique l'instituteur, une collègue emmenait sa classe à la bibliothèque. Elle nous a suggéré d'en faire un reportage. Nous présentons aussi dans chaque JT une section de l'école spécialisée Saint-Joseph secondaire, où la plupart de nos élèves du fondamental poursuivront leur formation. Sinon, pour trouver des sujets, on se débrouille, on fait jouer des contacts. Nous avons pu nous rendre sur le tournage du film d'Adrien FRANÇOIS (photo), « Sacré Charlemagne ». Les élèves ont interviewé Michel GALABRU, Sébastien CAUWET, Jean-Pierre CASTALDI, et le réalisateur est venu en plateau répondre à leurs questions. Ils ont aussi eu l'occasion d'interviewer des joueurs du Standard et des journalistes de la RTBF. »

Ce qui frappe, quand on regarde les JT déjà réalisés, c'est le côté professionnel et le dynamisme du générique, des jingles, du découpage des séquences et de la présentation. Le rythme est soutenu, sans temps morts ni hésitations. « La réalisation d'un JT par mois ne permet aucune baisse de régime,

constate l'enseignant. Les élèves sont stimulés par la qualité du matériel mis à leur disposition et dont ils doivent prendre soin. L'enjeu est réel, on doit arriver à un résultat dont on sera fiers. Pour les interviews, ils répètent longuement leurs questions. On travaille le savoir écrire, le savoir parler. Il est important d'aller à l'essentiel, de ne pas se répéter, d'avoir une bonne intonation, de parler posément. Le caméraman et l'ingénieur du son vérifient le bon fonctionnement du matériel et les angles de prise de vue. Il y a tellement à faire que chaque élève peut s'essayer aux différentes tâches. Ils apprennent à travailler en équipe, à respecter le travail des autres, à écouter les consignes, à faire silence quand on tourne. Souvent, une seule prise suffit. Le JT est mis sur le site internet de l'école¹ et sur Facebook. Les retours des collègues et des parents sont très positifs. Tout cela valorise les élèves, alors que la plupart avaient très peu confiance en eux. Ils sont heureux, et ça se voit ! » ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. www.geerhannutpoureurssir.be

14-18 : DES ÉLÈVES AU CŒUR DU CONFLIT

17 octobre 1914, Ypres. Les unités allemandes et les troupes belges et françaises se font face sur le front de l'Yser. 5 février 2014, Institut Saint-André d'Ixelles. Un petit groupe de personnes, guidé par deux élèves et une enseignante, traverse les couloirs et s'arrête devant une ligne du temps qui court sur tout un mur. Les drapeaux accrochés au plafond, l'évocation des batailles navales et terrestres, une carte géante, un morceau de tranchée et un mur de sacs postaux remplis de sable ne laissent place à aucun doute : il s'agit bien du premier conflit mondial, et les visiteurs sont d'emblée plongés au cœur des combats.

Le parcours se poursuit dans les quatre locaux consacrés à l'exposition interactive. À découvrir : le contexte historique qui a conduit à la guerre, de multiples témoignages du passé, des évocations de la vie quotidienne des armées et des civils, des uniformes, des munitions, des dessins ou peintures réalisés par les soldats, des lettres personnelles ou officielles, le rôle des femmes pendant la guerre, la propagande, ou encore les progrès de la médecine pour venir en aide aux « gueules cassées » après la guerre, etc.

L'initiative, que l'on doit à trois professeurs d'histoire (Isabelle van der BORGHT, Coralie SNYERS et Emmanuelle CALBERG), a été menée à bien grâce à la participation enthousiaste de 75 élèves des classes de 5^e et 6^e de la section Histoire. Répartis en quatre groupes, ils ont travaillé comme de vrais pros sur le sujet depuis le mois d'octobre, en commençant par une immersion sur le terrain à Ypres. « Mes collègues et moi avons déjà évoqué à de nombreuses reprises le projet de monter une expo sur la guerre 14-18, explique Isabelle van der BORGHT. La commémoration du conflit nous a semblé être le bon moment pour le concrétiser. Au départ, les élèves ont eu un peu de mal à imaginer à quoi nous allions aboutir, mais ils ont vite été pris dans le mouvement. Pour réaliser tout ce travail, ils ont dû faire preuve à la fois de rigueur et de créativité. »

Les jeunes ont non seulement utilisé internet, mais ils se sont aussi plongés dans des livres et des revues historiques. Ils ont produit un travail écrit sur le sujet, ils ont dû s'entraider, travailler sur différentes sources, proposer de bonnes références bibliographiques, écrire des notices courtes et exercer leur esprit critique face aux documents. « Chaque élève devait maîtriser la partie sur laquelle il avait particulièrement travaillé, mais il devait aussi être capable de donner aux visiteurs des explications sur la vingtaine

de thèmes envisagés, précise l'enseignante. Nous avons créé un groupe Facebook pour partager les informations pratiques. Les familles ont prêté des objets, des lettres, des cartes postales de l'époque. Elles sont venues voir l'exposition, ainsi que tous les élèves de l'école et ceux de 5^e et 6^e primaires. Nos élèves ont dû faire preuve de pédagogie pour adapter la visite aux plus jeunes, notamment en proposant des jeux sur les différents sujets traités. Et certains sont revenus sur le temps de midi pour revoir l'exposition, qui s'est clôturée le 8 février. C'était très motivant ! »

Et ce n'est pas Alexia qui dira le contraire.

Évoquant les nombreux moments où elle et ses condisciples ont retroussé leurs manches et exercé leurs méninges, soirées et weekends compris, elle insiste sur la manière de travailler, particulièrement concrète, qui a largement contribué à la réussite du projet. « J'ai le sentiment d'avoir compris beaucoup de choses de la Guerre 14-18, souligne-t-elle. Et on a vraiment apprécié de voir que des gens peuvent être intéressés par ce qu'on leur montre, ce qu'on leur explique. Finalement, on est super fiers d'avoir fait ça ! » ■

REPORTAGE LAURENCE DELCROIX
TEXTE MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE





JACQUES ROGGE

Faites du sport, bougez !



Pendant 12 ans, notre compatriote Jacques ROGGE a été à la tête du Comité international olympique (CIO). Il a transmis le flambeau, en septembre dernier, à l'Allemand Thomas BACH. entrées libres a eu la chance de le rencontrer dernièrement. Il évoque pour nous sa passion pour le sport, ses espoirs, mais aussi ses déceptions. Il revient enfin sur sa conception de l'éducation sportive et sur la place du cours d'éducation physique.

Vous avez déclaré récemment :
« Je vais enfin pouvoir m'occuper de l'éducation sportive de mes petits-enfants ! » Comment voyez-vous cette éducation sportive ? Est-ce une éducation au sport, à la condition physique ou à la pratique du sport comme elle peut se faire en club ?

Jacques ROGGE : Mon rôle sera très modeste, en ce sens que je me vois comme facilitateur de la pratique sportive de mes petits-enfants. Ce n'est pas moi qui vais leur apprendre à faire du sport et à leur inculquer la technique de quelque sport que ce soit. Je les conduirai à des entraînements, les inciterai éventuellement à participer à de compétitions. Mais selon moi, l'éducation sportive correspond essentiellement à l'éducation

offerte par les clubs sportifs.

Vous êtes médecin. Est-ce qu'un des principaux enjeux de l'éducation physique n'est pas l'éducation à la santé ?

JR : Oui, bien sûr. L'éducation physique est certainement un vecteur de santé. Le sport aussi, mais de façon différente, dans des aspects différents de ceux de l'éducation physique, qui est plus universelle et qui touche tous les enfants, parce que tous les enfants ne font pas du sport.

Vous vous êtes toujours intéressé à la jeunesse mondiale, vous vous êtes souvent adressé à elle. Si vous deviez lui laisser un message, lequel serait-il ?

JR : Pratiquez du sport, bougez ! La sédentarité pose de gros problèmes.

Elle entraîne l'obésité, qui peut avoir de nombreuses conséquences sociales. Je conseillerais donc aux jeunes de bouger, de quelque manière que ce soit, et bien sûr, j'encouragerais la pratique sportive.

L'école est parfois le seul lieu où les jeunes vont être en mouvement. Sur quoi le cours d'éducation physique doit-il se centrer dans cette idée d'apprentissage du mouvement des jeunes ?

JR : Strictement parlant, le terme « éducation physique », c'est éduquer au corps, éducation au mouvement, découverte et renforcement du corps. Le sport est certainement le modèle le plus universel qu'on puisse trouver, c'est celui qui va susciter l'intérêt des élèves. Ce qui me paraît important, c'est qu'il y ait du mouvement.

Le ballet, par exemple, est aussi une forme de mouvement. Et ce qui compte, c'est qu'après leurs études, les jeunes veulent encore bouger. Ils vont obligatoirement bouger lors du cours d'éducation physique, mais lorsque cette scolarité est terminée, il faut qu'ils gardent cette envie de bouger ! Une série de facteurs jouent : le rôle des parents, le choix des études... Ce qui est important, c'est de leur donner le goût de bouger, de se réaliser à travers l'utilisation physique ou de formes de mouvement traditionnel ou non traditionnel.

Vous avez fait jusqu'à 120 voyages par an, vous avez visité beaucoup de pays. Quel est le système scolaire qui vous a le plus marqué ?

JR : Le modèle que j'admire le plus et que je crois être le meilleur, c'est le modèle anglo-saxon, que l'on trouve aussi en Allemagne et dans les pays scandinaves. Les branches cognitives sont enseignées le matin. L'après-midi, place au sport ou aux activités culturelles.

L'objection que l'on émet souvent lorsque l'on parle du modèle anglo-saxon, c'est qu'il faut des moyens et beaucoup d'infrastructures sportives...

JR : La question n'est pas de savoir comment réaliser, mais quel est le meilleur système !

Parmi les valeurs que les éducateurs peuvent emprunter au sport, il y a l'éthique et le fairplay. Que répondriez-vous, comme professeur d'éducation physique, à des élèves scandalisés qui vous rapporteraient des faits de tricherie, de dopage ou d'agression vus à la télévision ? Comment feriez-vous la part des choses avec les jeunes ?

JR : Je ne crois pas qu'il faille faire la part des choses. Je crois qu'il faut expliquer aux jeunes que personne n'est parfait, que la société n'est pas parfaite, que le sport est à l'image de la société. Le sport occupe une place importante dans la société, de par sa pratique très répandue. Il y a 23 000 clubs sportifs en Flandre, 11 000 en Belgique francophone. Cela fait à peu près 35 000 clubs, c'est énorme ! Le sport est un phénomène social. Il y a aussi des valeurs sociétales, parce

que c'est un atout formidable d'éducation, c'est une intégration des minorités dans la société, et il apporte la santé. Finalement, il apporte une sorte de plaisir et de bonheur. Alors, c'est vrai qu'il y a des manquements à l'éthique, qu'il y a des tricheries, du dopage, de la violence... Je pense qu'il faut expliquer aux jeunes que le sport n'est pas meilleur que la société, mais que le sport véhicule des valeurs et que ce qu'ils voient doit les motiver à respecter ces valeurs.

Les sportifs de haut niveau devraient pouvoir servir de modèles. Ce n'est pas toujours le cas...

JR : Il faut être réaliste. Même les modèles ne sont pas des saints, ce sont des hommes et des femmes avec leurs forces et leurs faiblesses. Mais je crois que dans l'ensemble, ils respectent bien leur rôle. Ils sont des incitateurs de la pratique sportive et véhiculent des valeurs. C'est une très grande responsabilité, qui n'est pas facile à assumer. Vous avez un jeune qui a entre 20 et 30 ans, qui est encore lui-même en pleine formation et auquel on demande de jouer le rôle du messie ou du missionnaire en disant : « *Tu vas incarner toutes les valeurs de la société* ». C'est très difficile ! Ne soyons pas trop exigeants. Soyons exigeants pour eux-mêmes dans leur comportement, mais ne leur donnons pas valeur d'exemple, parce que c'est très dur à porter.

L'argent peut également brouiller le message. S'il est néanmoins nécessaire, comment faire pour que sa place n'empiète pas sur l'idéal sportif ?

JR : Le sport a besoin d'argent pour fonctionner, c'est inéluctable. Il y a eu une période où on parlait du sacrosaint amateurisme. L'amateurisme était beau, noble, pur et le professionnalisme était mauvais. Je m'insurge contre cela. C'était une hypocrisie totale ! Ne pouvaient faire du sport, à ce moment-là, que ceux qui étaient riches. Ceux qui n'avaient pas d'argent ne pouvaient pas en faire. Si vous vous rendez demain dans une salle de concert, vous allez demander quoi ? La fanfare ou un orchestre philharmonique ? Vous allez choisir l'orchestre philharmonique ! Ces gens doivent vivre. Ils

exercent un métier. L'athlète qui, par ses performances, remplit un stade de 40 ou 50 000 places, ne mérite-t-il pas d'avoir un salaire ? Si vous ne le payez pas normalement, il recevra des « dessous de table ». Avant qu'il n'y ait de publicité, de droits de télévision et de sponsoring, le sport était très inégalitaire. Aux Jeux olympiques de Rome en 1960, la moitié des pays en voie de développement n'ont pas pu envoyer un seul athlète, parce qu'ils n'avaient pas l'argent nécessaire. Aujourd'hui, l'argent est redistribué de façon très solidaire par le CIO aux pays en voie de développement, et ils parviennent à envoyer des équipes. Ça, c'est la réalité ! Bien sûr, il ne faut pas que l'argent soit un but. L'argent ne peut être qu'un moyen.

Pierre de COUBERTIN disait ceci : « Le sport est une plante délicate qu'il faut entourer de beaucoup de soins pour l'empêcher de se flétrir et de se corrompre ». Qu'en pensez-vous ?

JR : Il faut veiller à se battre contre les dangers qui menacent le sport : le dopage, les matchs truqués, le racisme dans les stades, le hooliganisme, l'injustice sociale Nord/ Sud. Des pays en voie de développement n'ont pas les moyens de développer leur sport. Il y a aussi la considération du rôle de la femme dans le sport. Tout cela, ce sont des valeurs pour lesquelles il faut se battre.

Dans quelques semaines, on l'espère, les Diables rouges nous ferons rêver... Que vous inspire cet engouement pour les Diables au Brésil ?

JR : Chaque fois qu'il y a du succès, il y a de l'engouement. Il y a une sorte d'appropriation de la vedette ou de l'équipe sportive. La vedette appartient à tout le monde, à la société. Dans le langage parlé, on dit : « *Nous avons gagné* » ou « *Ils ont perdu* ». Il y a un aspect d'identification qui repose le problème du rôle de modèle. Ce phénomène d'identification fait la valeur du sport. ■

ENTRETIEN EMMANUEL CHAUMONT,
RESPONSABLE DU SECTEUR
« ÉDUCATION PHYSIQUE » À LA FESEC
ET CONRAD VAN DE WERVE



La presse en a parlé.
Nous y revenons.
À partir d'une information
ou d'un évènement récent,
entrées libres interroge
une personnalité, du
monde scolaire ou non.

QUELLE PLACE POUR LA LITTÉRATURE BELGE À L'ÉCOLE ?

LaCapitale

17 mars 2014

Que faire lire aux élèves ? Pour les Ministres de la Culture, Fadila LAANAN, et de l'Enseignement obligatoire, Marie-Martine SCHYNS, une évidence : il faut davantage mettre l'accent sur les écrivains belges. Elles ont, dès lors, envoyé une circulaire en ce sens aux directions d'écoles, précisant l'objet d'un avis de la Commission des Lettres, selon lequel « l'enseignement de la littérature belge francophone est un vecteur modeste mais nécessaire de la conscience de soi des francophones de Belgique ». M.-M. SCHYNS reconnaît que les initiatives en la matière existent, mais ce n'est pas donné de manière systématique ou suffisamment structurée.



Et vous, qu'en dites-vous ?

■ **Christian LIBENS**, chargé de mission au Service de la Promotion des Lettres de la Fédération Wallonie-Bruxelles¹ :

« Cette circulaire est une heureuse initiative. Les écrivains étant les interprètes

d'une réalité, la littérature belge francophone fait partie de notre identité. On ne peut pas ignorer nos propres racines littéraires. Aborder la littérature du pays, c'est une façon d'aborder son histoire, sa réalité. Si ce n'est plus Paris ou la province française qui est décrite dans un roman, mais les rues de Bruxelles ou de l'un ou l'autre village de Wallonie, un sentiment d'appartenance peut apparaître... Mais il ne faut, bien sûr, pas pour autant faire du régionalisme étroit.

Une des grandes magies de la littérature est le phénomène de reconnaissance, d'identification, d'appropriation du lecteur dans les personnages. Et plus le lecteur est jeune, plus cette projection est manifeste. Souvent, les élèves sont rétifs à la lecture parce qu'on n'a pas réussi à leur faire percevoir que cela les concernait, eux aussi, intimement. Grâce à cette proximité du récit, du cadre, de l'auteur, la reconnaissance, l'identification se fait de façon magique.

Depuis quelques dizaines d'années, il y a une efflorescence de grands talents littéraires en Belgique. Le fait qu'élèves et étudiants se rendent compte que la littérature ne se passe pas seulement à Paris ou dans le dictionnaire, mais aussi ici, à Bruxelles, Liège, Namur et maintenant, avec des gens vivants, qui ont parfois seulement quelques années de plus qu'eux, cela suscite un petit miracle d'un point de vue pédagogique ! Quand un enfant, un adolescent, un jeune adulte se rend compte que la littérature peut être quelque chose de quotidien, de proche de lui, que l'auteur peut habiter la même ville, cela induit une reconnaissance et suscite l'envie de lire.

Le Service de Promotion des Lettres

s'occupe, de son côté, de la promotion des auteurs belges francophones, via l'attribution de bourses d'écriture, de traduction, via l'attribution de prix littéraires, l'organisation de subsides à des auteurs, éditeurs, libraires... Et je m'occupe plus particulièrement de l'action « Écrivains en classe », qui permet à des écrivains belges ou vivant en Belgique d'être invités dans des écoles et universités. C'est une très belle expérience pédagogique et humaine. Nombreux sont d'ailleurs les écrivains qui ont déjà répondu favorablement à ces invitations : Pierre MERTENS, Frank ANDRIAT, Nicolas ANCIEN, Thomas GUNZIG, Nadine MONFILS, Pascale FONTENEAU, Armel JOB, Bernard GHEUR, RASCAL...

À l'occasion de la venue d'un auteur en classe, les élèves doivent lire au moins un de ses titres. L'écrivain est surtout là pour répondre à leurs questions, il y a une exigence tant pédagogique que littéraire. Le but principal est de donner à lire et de transformer le rapport du jeune à la lecture.

Un autre outil intéressant est la collection « Espace Nord »², qui constitue une sorte de conservatoire vivant de notre littérature, aussi bien des auteurs patrimoniaux que contemporains. Pour moi, le « ici et maintenant » reste important dans la pédagogie de la lecture et de notre littérature. Et en faisant découvrir des auteurs belges, je suis persuadé qu'on se donne un moyen de plus pour favoriser cette pédagogie. » ■

BRIGITTE GERARD

1. www.promotiondeslettres.cfwb.be
2. www.espacenord.com

ENTRE CERCLE FAMILIAL ET CADRE SCOLAIRE

Voyage au cœur des relations familles-école

La dixième édition de l'Université d'été du SeGEC¹ se tiendra le 22 août prochain à Louvain-la-Neuve. Ce désormais traditionnel moment de rencontre permettra d'échanger autour de la complexe – mais nécessaire – alliance entre l'école et la famille.

En octobre 2012, le Congrès de l'Enseignement catholique a souligné la nécessité d'accorder davantage d'attention aux relations entre les écoles et la famille. Il y a là un champ d'investigation qui mérite qu'on s'y attarde, et ainsi s'inscrire dans la tradition chrétienne de l'éducation qui a toujours mis au cœur de son projet le souci d'un partenariat fécond entre l'école et la famille. Ainsi, le projet éducatif de l'enseignement catholique rappelle que « *Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants. L'école ne peut réussir toute sa tâche sans les parents, comme ils ne peuvent la réussir sans elle.* »

COMMENT FONDER CE PARTENARIAT ?

Pour devenir partenaires, école et famille doivent s'accorder sur une conception commune de l'éducation. Tout d'abord, l'enfant doit apprendre à maîtriser ses désirs et à différer leur satisfaction. Lorsqu'il entreprend une action à risques, l'enfant sollicite le regard de l'adulte et à travers ce regard, il sollicite une autorisation. L'autorité des parents, qui s'exprime dans leur réaction, est faite de sollicitude et de présence bienveillante. Elle est source de liberté, puisqu'elle permet à l'enfant de s'approprier les contraintes du monde dans lequel il vit.

Ensuite, l'enfant doit construire son identité à travers les autres et échanger avec des adultes auxquels il peut s'identifier. Sauf cas plutôt rares, les parents resteront, jusqu'à l'entrée à l'école, les adultes de référence privilégiés. C'est donc à eux que revient le rôle d'incarner la différence de générations, d'être les modèles vivants du statut d'adulte, autonomes, responsables de leurs actes, membres d'une communauté qui comporte

des obligations et des codes. Enfin, l'enfant doit s'approprier une culture, rencontrer l'institution et ses règles, découvrir l'impersonnalité des rapports sociaux. À la naissance, chaque nouveau venu se trouve dans un rapport de dépendance qui le relie aux générations précédentes. Il reçoit en héritage la culture que ces générations lui lèguent et dont la maîtrise nécessite un travail d'appropriation. Sur le modèle et les méthodes qui permettent cette transmission, on peut discuter, mais pas sur sa nécessité.

LE PILIER DE LA COÉDUCATION

L'enjeu pour l'école et la famille est donc de construire, dans cette perspective, le pilier de la coéducation. Or, lorsqu'on envisage les relations école-famille, on a parfois l'impression de s'engager sur un terrain miné. Comme le constate une équipe de l'Université de Mons : « *Maintenus à distance l'un de l'autre, les deux camps se neutralisent ainsi à coups de regards méfiants et d'observations suspicieuses.* » Mais sans ce « pilier » partagé, famille et école semblent bien condamnées à errer sans fin à la recherche de leurs missions propres. C'est bien à la recherche de ce « pilier partagé » que se lance cette 10^e Université d'été de l'Enseignement catholique.

Comment sortir de la méfiance et avancer vers la confiance ? Comment lever les malentendus qui « plombent » la coéducation ? Comment faire la part des rôles de l'école et de la famille ? Comment éviter l'écueil qui transforme la coéducation avec la famille en éducation de la famille ? Bref, comment trouver une zone commune où peut se déployer ce travail de coéducation, tout en préservant les territoires spécifiques de l'école et de la famille et en circonscrivant les responsabilités de l'une et l'autre ? C'est



à ces questions que **Marie-Claude BLAIS**, philosophe de l'éducation et maître de conférences à l'Université de Rouen et **Aboudé ADHAMI**, psychothérapeute et professeur de psychologie clinique à l'Institut libre Marie Haps, tenteront d'apporter des réponses.

Comme chaque année, afin d'aborder ce vaste sujet sous ses multiples facettes, les ateliers proposeront soit des conférences, soit des moments de discussion ou d'entretien à partir de témoignages ou d'expériences. ■

L'ÉQUIPE DU SERVICE D'ÉTUDE

1. Renseignements et inscriptions : <http://enseignement.catholique.be> > Université d'été

À l'IATA, les élèves peuvent travailler dans un potager et même participer au montage de ruches... Une aubaine pour une classe d'inspiration STEINER !



Apprendre avec le cœur et les mains

Photo: IATA - Amandine DUPRET

« *La tête, les mains, le cœur* », telle est la devise de la pédagogie STEINER-WALDORF que l'IATA (Institut d'enseignement des arts, techniques, sciences et artisanats), situé à Namur, expérimente depuis septembre 2013 dans une classe de 1^{re} secondaire. Cette pédagogie alternative, qui met l'accent sur la liberté de l'homme, y tient pour le moment toutes ses promesses.

Un enseignement technique et professionnel, des options variées allant de l'ébénisterie à la bijouterie, un lien étroit entre enseignants et élèves, un campus aéré... L'IATA¹ était l'endroit idéal pour mettre en place une première classe secondaire d'inspiration STEINER-WALDORF en Fédération Wallonie-Bruxelles. Jusqu'à la dernière rentrée scolaire, seules des écoles maternelles ou primaires proposaient chez nous cette pédagogie alternative.

« *L'impulsion est venue de l'asbl EVIE (Éduquer à la vie et à l'individualité éthique)², formée par des parents de la libre école primaire Rudolf Steiner de Court-Saint-Etienne*, explique **Marylène MATHIAS**, directrice de l'IATA.

Ils souhaitent depuis des années ouvrir une école secondaire d'inspiration STEINER, mais seuls, c'était compliqué. Il leur a donc été conseillé de se rattacher à une école avec matricule, qui accepterait d'ouvrir une classe de 1^{re} année pour commencer. Ils nous ont sollicités, et nous nous sommes lancés dans l'aventure en ouvrant, en septembre dernier, une classe de 7^e année, librement inspirée de STEINER-WALDORF, qui correspond à une 1^{re} secondaire. »

Cette pédagogie est apparue au début du 20^e siècle, lorsque Rudolf STEINER, d'origine croate, a pu donner des cours aux enfants du personnel de l'usine de cigarettes Waldorf, en Allemagne. STEINER y a travaillé en fonction de ses aspirations pédagogiques et de

ses recherches, avec une devise : « *la tête, les mains et le cœur* », et en mettant l'accent sur la liberté de l'homme. « *L'objectif*, explique M. MATHIAS, *est de permettre aux élèves d'exprimer au mieux leurs compétences au niveau des matières intellectuelles (la tête), du travail technique (les mains) et des matières artistiques et culturelles (le cœur). La pédagogie STEINER-WALDORF allie, chez nous, les matières du programme obligatoire avec le travail de la terre, du bois, du métal et de la pierre, ainsi que des matières artistiques et culturelles. Le dessin a de l'importance tout le temps, dans tous les cours, ainsi que l'histoire de l'art, le chant, la musique... Le but est que les élèves arrivent à un bien-être et un*

épanouissement en travaillant ces différents aspects. » La devise de l'IATA étant, quant à elle, « une tête bien faite dans des mains expertes », l'établissement était un terrain particulièrement propice à l'instauration de cette pédagogie. D'autant plus que l'école propose aussi, depuis de nombreuses années, un accompagnement individuel de tous les élèves par un parrain, un enseignant autre que leur titulaire... Toujours dans l'idée de respecter d'avantage le rythme des enfants, il n'y aura pas de redoublement dans cette classe de l'IATA, mais les élèves passeront, comme les autres, le CE1D en fin de 8^e année (2^e secondaire). « On verra alors ce que cela donnera, indique la directrice. Certains continueront

sans doute dans la pédagogie STEINER, d'autres seront peut-être davantage attirés par une autre option de chez nous... L'année prochaine, nous créerons en tout cas une classe de 8^e année, et ainsi de suite. »

Si tout fonctionne bien aujourd'hui, le lancement de cette classe n'en a pas moins été un fameux défi. « Nous n'avons pas de local, pas d'autorisation du PO, pas d'équipe pédagogique et pas d'élèves, se rappelle la directrice. Mais après avoir reçu une autorisation pour le 1^{er} degré, les parents sont très vite venus inscrire leur enfant : on en avait déjà 12 au mois de mars 2013, et en juin, une classe de 24 élèves était formée. Deux enseignants prennent chacun en charge 12h de cours, ce qui

favorise aussi un passage plus doux dans le secondaire. » (cf. ci-dessous)

Aujourd'hui, enseignants et élèves semblent satisfaits de cette expérience, et les inscriptions affluent déjà pour l'année prochaine. « Nous sommes en train de construire quelque chose dans une école qui n'est pas à 100% STEINER, précise M. MATHIAS. Cela reste l'IATA avec ses valeurs, que l'on souhaite conserver. Cette classe restera une possibilité chez nous, parmi d'autres. » ■

BRIGITTE GERARD

1. www.iata.be

2. www.evie-asbl.be

PRATIQUES

Amandine DUPRET, professeur de français, d'anglais et de religion en 7^e STEINER-WALDORF :

« J'enseignais le français langue étrangère dans une école à pédagogie STEINER-WALDORF à Maastricht. J'ai été charmée, et je rêvais d'ouvrir une école ou une section STEINER-WALDORF en Wallonie. Quand le projet de l'IATA s'est concrétisé, j'ai souhaité faire partie de l'équipe pédagogique. J'aime beaucoup le contact qu'on a avec les élèves, qui me semble plus réel. L'idée est que l'enseignement n'est pas le but final, mais un moyen pour que l'élève s'épanouisse et devienne ce qu'il veut devenir plus tard.

Une des caractéristiques de cette pédagogie est que l'on aborde la matière en fonction de l'âge de l'enfant. De 7 à 14 ans, on entre dans l'image, dans l'émotion, dans la métaphore. Par exemple, pour voir les différents temps de conjugaison, j'ai créé un personnage par temps, avec son caractère, ses liens avec les autres personnages, comme les temps ont des liens avec d'autres. Une histoire naît chez l'enfant, une image avec des émotions, parce qu'ils aiment tel personnage ou n'aiment pas tel autre. Toutes ces émotions peuvent ensuite être utilisées pour l'apprentissage très concret de la conjugaison. Après 14 ans, il y a davantage de remise en question de ce que l'on reçoit comme informations. On s'interroge sur la façon dont elles nous parviennent, on remonte jusqu'aux sources... Il est très important que le professeur soit un réel expert de la matière. Le jeune

peut alors développer son caractère : vers quoi vais-je me pencher ? Qu'est-ce que je remets en question ? Qu'est-ce que j'accepte ? Nous n'organisons pas d'examens à Noël ni en juin, mais les évaluations se répartissent tout au long de l'année, avec des bilans à la fin de gros chapitres.

On essaie de vivre la devise « tête, mains, cœur » dans tous les cours. Dans cette pédagogie, les enseignants doivent avoir envie, être investis, sinon c'est compliqué. Tous les jeudis, on se réunit d'ailleurs en un collège pédagogique, pour échanger à propos des élèves, de leurs difficultés... Je constate, en tout cas, dans cette classe un enthousiasme chez les élèves, ils sont souvent fort motivés. Et ce qui marque le plus les parents, c'est que l'on est très à l'écoute de leurs enfants. »

Mouline ASQIRIBA, professeur de maths, sciences et EDM :

« J'étais déjà professeur à l'IATA, et travailler pour cette classe m'a semblé aller dans le prolongement de ce que fait l'école. Les deux premières heures du matin, on travaille par modules où l'on aborde un même thème, tous les jours, pendant 3 à 4 semaines. Les élèves y réalisent notamment un cahier personnalisé, dans lequel ils inscrivent certains contenus du cours, développent leur côté artistique, en le décorant, en l'illustrant, en le reliant. Mais il ne s'agit pas de prôner un côté artistique ou une alternative sans voir certaines notions. Ce sont les moyens, les outils, la façon de voir les choses qui sont différents. J'ai donné un module sur l'astronomie, en l'approchant par l'éducation à la technologie. Les élèves ont réalisé une maquette du système solaire. Certains

ont représenté un satellite, d'autres la révolution ou la rotation de la terre autour du soleil... C'est une mise en pratique à la fois scientifique, d'éducation à la technologie et artistique. On passe de la conception, de la réflexion à la mise en pratique du dessin, de la peinture.

Cette pédagogie peut être déstabilisante pour certains élèves. Ils doivent se mettre à nu, être à un moment donné acteurs de leurs apprentissages. Par exemple, quand on voit le modèle moléculaire en sciences, habituellement, on le représente par un dessin au tableau. En pédagogie STEINER-WALDORF, chaque élève tient le rôle de cette molécule et doit construire avec un autre élève une substance à l'état solide ou gazeux. En fonction, ils se tiendront entre eux de manière plus ou moins serrée, et l'ordre des élèves sera différent. En mathématiques, je peux leur demander de se mettre par deux et de vivre des angles adjacents ou complémentaires en utilisant des parties de leur corps. Cela les oblige à intérioriser et à comprendre en profondeur ce que sont ces différentes notions. Les élèves ont aussi des cours d'éducation physique, d'art, de travail des matériaux, de potager, d'eurythmie. Il s'agit de la mise en mouvement des élèves dans l'espace, où ils se déplacent en fonction d'instructions, d'émotions données par le professeur.

Cette pédagogie convient, selon moi, à tous les élèves. On met en avant le côté artistique, mais il ne faut pas être un artiste dans l'âme. Chaque élève a du talent en lui. On se profile comme une alternative mais qui peut convenir à tout le monde. » ■ **BG**

Le turnOver des enseignants



Photo: Conrad van de WERVE

entrées libres a de la suite dans les idées, le GIRSEF¹ aussi ! Dans le n°80 de votre revue préférée, vous avez pu lire une présentation d'une étude qui faisait la lumière sur le départ des enseignants débutants. Sur les mêmes bases de données administratives, Xavier DUMAY² a réalisé une autre étude sur le turnover des enseignants³.

Au sens propre, le turnover désigne la rotation du personnel dans une entreprise. On peut en élargir le sens dans cette étude et considérer qu'elle traite de la question de la mobilité professionnelle des enseignants. Autre précision : cette analyse, contrairement à la plus grande part de la littérature sur le sujet, n'est pas une approche des phénomènes de mobilité au niveau individuel. L'unité d'analyse est l'établissement scolaire. Il s'agira dès lors de décrire le turnover à partir des trois éléments suivants : caractéristiques de la population d'élèves d'une part, des membres du personnel d'autre part, et réseau d'appartenance.

POURQUOI S'INTÉRESSER AU TURNOVER ?

Xavier DUMAY s'intéresse au turnover parce qu'il est un indicateur de la « santé » d'un établissement. En effet, le départ d'un travailleur pose plusieurs problèmes : celui du coût des processus de recrutement, du temps d'apprentissage des nouveaux travailleurs, de l'ébranlement du travail d'équipe. Dans l'enseignement, certaines études

ont montré qu'un taux de turnover important a des effets négatifs sur les apprentissages des élèves. Toutefois, il faut nuancer : il n'y a pas que des effets négatifs. Ce phénomène a aussi un effet régulateur lorsqu'il sanctionne une inadaptation ou une forme d'inefficacité, ou qu'il permet le renouvellement des effectifs et, partant, le développement de projets nouveaux.

QUELS NIVEAUX DE TURNOVER DES ÉTABLISSEMENTS ?

Il semble que les niveaux de turnover des établissements en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) soient en moyenne supérieurs à ceux d'autres systèmes éducatifs. Mais les points de comparaison ne sont pas nombreux, et l'on ne creusera pas cette voie. Retenons qu'annuellement, les établissements renouvèlent un cinquième de leur personnel. Mais cette moyenne générale dissimule des disparités importantes qui tiennent à plusieurs paramètres.

Quatre illustrations :

1. Le niveau d'enseignement : les taux de turnover sont plus élevés

dans le fondamental que dans le secondaire ;

2. La localisation : dans le fondamental, les taux de turnover sont plus élevés en province de Liège et du Hainaut que dans les autres provinces ;

3. Le réseau : les établissements du réseau libre confessionnel connaissent des taux de turnover moins élevés que ceux des autres réseaux ;

4. Le profil des personnels : sans surprise, les taux de turnover des enseignants débutants sont beaucoup plus importants que la moyenne générale.

Toutes les dimensions investiguées par X. DUMAY sont intéressantes, mais nous nous attarderons sur les différences entre réseaux et sur les hypothèses que l'auteur avance pour les expliquer.

QUELLES DIFFÉRENCES ENTRE LES RÉSEAUX ?

Quelques chiffres d'abord, où l'on voit que les différences entre réseaux sont constantes.

MOYENNES DES INDICATEURS DE TURNOVER DANS L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ORDINAIRE ET SECONDAIRE ORDINAIRE, PAR RÉSEAU

		Turnover annuel fondamental	Turnover annuel secondaire
FWB	Tous	25.89	21.28
	Novices	56.91	39.77
Provincial	Tous		18.71
	Novices		31.06
Communal	Tous	22.42	21.83
	Novices	52.13	33.86
Libre confessionnel	Tous	16.99	13.84
	Novices	45.12	29.42
Libre non-confessionnel	Tous	19.14	15.60
	Novices	39.13	27.03

Au passage, notons les taux très élevés de turnover des enseignants débutants qui grèvent les moyennes générales. Ils indiquent, comme l'analyse précédente du GIRSEF, la nécessité de prévoir des dispositifs propres à améliorer l'insertion des nouveaux enseignants. Mais nous n'y revenons pas.

Pour ce qui est des différences entre réseaux, on constate que les établissements d'enseignement organisés par la FWB et par les villes, communes et provinces connaissent des taux de turnover plus importants que les établissements d'enseignement libre, confessionnel ou non, et ce quel que soit le niveau d'étude. Même après neutralisation d'autres paramètres : « *Les analyses indiquent également qu'après contrôle d'un ensemble de paramètres liés aux caractéristiques des enseignants et des publics élèves scolarisés dans les établissements, des différences persistent entre les réseaux d'enseignement. Ces différences sont relativement consistantes...* »

POURQUOI CES DIFFÉRENCES ENTRE RÉSEAUX ?

X. DUMAY avance trois hypothèses pour expliquer les différences entre les réseaux :

1. Le périmètre de mobilité professionnelle. Le périmètre de mobilité

de l'enseignement organisé par la FWB est l'ensemble des établissements qu'elle organise à travers tout le territoire des régions wallonne et bruxelloise, tandis que celui de l'enseignement organisé par les villes, communes et provinces correspond à l'ensemble des établissements dépendant de chacune d'elle. Les enseignants de ces deux réseaux bénéficient donc d'opportunités de mobilité parfois beaucoup plus importantes que celles dont bénéficient les enseignants de l'enseignement libre. En effet, le périmètre de mobilité de l'enseignement libre est à la taille des établissements que chaque pouvoir organisateur organise: parfois une école, et tout au plus quelques-unes ;

2. Les modalités de gestion du personnel. La gestion du personnel de l'enseignement organisé par la FWB connaît le mode de gestion le plus centralisé tandis que dans l'enseignement des villes, communes et provinces, cette centralisation est plus variable mais néanmoins assez importante, notamment dans les grandes villes et les provinces. Dans l'enseignement libre au contraire, la gestion du personnel est tout à fait décentralisée, favorisant une meilleure adéquation entre les attentes des enseignants recrutés et celles des employeurs ;

3. Les effets de type organisationnel. « *L'idée est qu'en moyenne, les*

politiques et les pratiques organisationnelles internes aux établissements du réseau libre confessionnel (formes de leadership, culture organisationnelle, implication des enseignants dans la prise de décision, concertations horizontales, etc.) seraient plus favorables à un maintien des enseignants dans l'établissement que les politiques et pratiques organisationnelles des établissements des réseaux officiels. »

X. DUMAY aborde encore une série d'analyses, toutes intéressantes. Mais notre « périmètre de mobilité professionnelle » a aussi ses limites : celles de deux pages...

N'hésitez donc pas à vous rendre à l'adresse <https://www.uclouvain.be/girsef.html> > Publications > Les cahiers du GIRSEF, pour en savoir plus ! ■

JEAN-PIERRE DEGIVES

1. Le GIRSEF, Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation, est un groupe fondé en 1998 à l'Université catholique de Louvain.

2. Xavier DUMAY est professeur à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'UCL.

3. Xavier DUMAY, *Décrire et prédire le turnover des enseignants dans les établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles : éléments d'analyse à partir des bases de données administratives*, Cahier du Girsef n° 95, janvier 2014.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ

Quand l'école est porteuse d'espoir !

Quelle bonne idée l'AEF-EUROPE¹ a-t-elle eue de me désigner pour la conférence d'évaluation des visites d'étude² 2007-2013 ! Celle-ci avait lieu à Thessalonique, sur fond de manifestations, et m'a permis de rencontrer une communauté scolaire de la banlieue macédonienne où, malgré les temps difficiles, on veut croire à l'avenir.



Photo: Bruno MATHELART

Le village d'Hortatis fait partie d'une communauté de communes d'une vingtaine de milliers d'âmes, accrochée sur la colline surplombant Thessalonique (un million d'habitants). Voilà dix jours qu'élèves, enseignants, employés et directeur ont investi leur nouvel établissement, au-dessus du village. Il reste encore pas mal de choses à faire, mais on travaille déjà avec conviction et entrain. Le directeur, Dimitris PAPAPOULOS, me reçoit très cordialement. Il a l'habitude des visites, car l'école est engagée dans un partenariat Comenius sur la place des femmes dans la société, avec la Turquie, la Pologne, l'Italie et la Roumanie.

BIBLE ET ICÔNE

Nous sommes dans l'enseignement public, mais je repère une bible sur la table, cadeau de son prédécesseur, un prêtre orthodoxe. Au mur, comme dans toutes les classes grecques, une icône. La loi stipule que la communauté scolaire peut aller à l'église une fois par mois. Plus bas dans le village, on trouve une école lasalienne, payante, d'où est issu le directeur. En ville, une école américaine demande 10 000 EUR par enfant par an. L'organisation générale de l'enseignement est comparable à la nôtre. L'école

élémentaire accueille les enfants de 6 à 12 ans. Ils vont ensuite à la *high school* d'enseignement général jusqu'à l'âge de 14/15 ans, avant de choisir entre le lycée, préparant à l'université, et l'école technique, préparant à un métier. L'école technique ne représente que 15% de l'offre d'enseignement secondaire et est concentrée dans les grandes villes. Il y en a une à Thessalonique, de même qu'une école d'art, pour 150 écoles d'enseignement général ! Celle qui me reçoit est composée d'une section de 1^{er} niveau qui accueille 200 élèves de 13 à 15 ans, et d'un lycée qui compte 170 étudiants de 15 à 18 ans. L'alternance n'existe ici qu'après le secondaire. Les deux dernières années du lycée sont considérées comme « orientantes ». Les cours ont lieu tous les jours de 8h15 à 14h, pour un total de 35 périodes de 45 minutes par semaine. Les examens (inexistants en primaire, où il n'y a que des tests) ont lieu à la fin de chaque année du secondaire, avec une épreuve extérieure en fin de lycée, comparable au bac français.

CRISE ÉCONOMIQUE

Difficile de parler de la Grèce sans évoquer la crise financière, qui touche toutes les classes sociales. Les profs sont passés de 20 à 22 heures de prestation

dans des classes où le nombre d'élèves a augmenté de 25 à 27, pour un salaire raboté de 30% ! L'état paie les salaires et une partie des bâtiments, l'autre part étant financée par la ville. Quand on sait que le directeur a un salaire annuel de 23 000 EUR, on a vite fait le calcul pour les enseignants. Quant aux employés, c'est de l'ordre de 450 EUR par mois. Pour survivre, il faut réduire les frais : moins de personnel administratif ou d'entretien, de photocopies, de sorties, d'équipement informatique, et pas non plus de hall omnisport dans la nouvelle école. L'association de parents organise un événement annuel censé renflouer les caisses. Le directeur voudrait pouvoir construire une salle polyvalente accueillant des activités culturelles et sportives. Si la situation est difficile, la préoccupation première reste le développement des élèves dans toutes les composantes intellectuelles, artistiques et sportives. Ouf, on est loin de la tragédie grecque ! ■

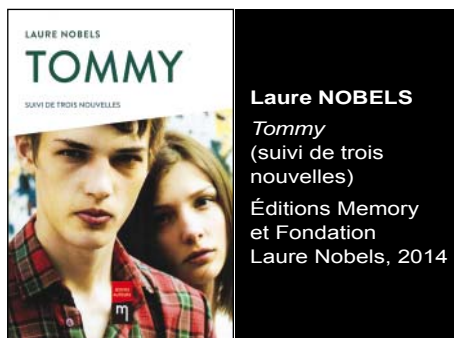
BRUNO MATHELART

1. Agence éducation et formation tout au long de la vie – www.aef-europe.be

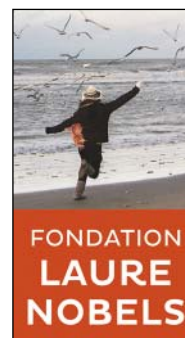
2. Programme européen permettant aux cadres de l'enseignement de partager leurs bonnes pratiques en matière de qualité, évaluation, leadership, apprentissages spécifiques, etc.



Shaïne CASSIM
*Une saison avec
 Jane-Esther*
 École des Loisirs,
 2013



Laure NOBELS
Tommy
 (suivi de trois
 nouvelles)
 Éditions Memory
 et Fondation
 Laure Nobels, 2014



UN LIBRAIRE, UN LIVRE

« *Unepoule aux coudes pointus* », c'est une quête en soi, si absurde qu'elle puisse paraître. C'est celle d'Eden, cette jeune héroïne de 16 ans découvrant l'écriture, s'initiant à la poésie, tentant de se construire. Une adolescente, tourmentée et passionnée, voilà le sujet d'*Une saison avec Jane-Esther*. Le récit se déroule dans une bourgade du sud des États-Unis en 1967, le temps d'un été. Eden va grandir à pas de géant, s'ouvrir au monde, à son passé et à l'amour. Un questionnement perpétuel et une soif grandissante la tenailleront sans cesse. La jeune fille trouvera son remède dans la poésie enseignée par Jane-Esther, auteure revenue au pays.

Un roman initiatique se distinguant par sa merveilleuse écriture et sa profondeur mêlée d'humour, dont la trame convient parfaitement aux jeunes en pleine évolution. Ce récit, plus que l'apprentissage d'une adolescente, aborde également des sujets tels que la ségrégation raciale à peine abolie (« *les préjugés ne meurent pas avec les lois* »), les mouvements réactionnaires parfois trop violents et l'éthique qui tente de survivre au milieu de ce chaos. Et au-delà de tout cela, la beauté des mots...

Simone AREND
 Librairie Le Baobab
 avenue Alphonse Allard 57
 1420 Braine-l'Alleud
 02 384 42 21
www.librairielebaobab.be

CONCOURS

Gagnez un exemplaire du livre ci-dessus en participant en ligne, **avant le 25 mai**, sur :

www.entrees-libres.be > concours

Les gagnants de janvier et février sont : **B. CLAUSE, J.-P. DEGIVES, Y. JEANFILS, A. KAISER, B. LE-POUTRE, B. RIGGIO, FI. SCAILLET, J. SEGAERT, E. VANDEPOELE, M. WAELKENS** et **N. WITDOECK**.

FONDATION LAURE NOBELS : SOUTENIR LES ÉCRIVAINS EN HERBE

Suite à un événement dramatique, le décès de leur fille Laure à l'âge de 16 ans, Isabelle BLOCKMANS et Claude NOBELS ont créé la Fondation Laure NOBELS pour soutenir les jeunes auteurs d'œuvres littéraires. Une façon aussi pour eux de rendre hommage à Laure, qui était elle-même jeune écrivaine. Rencontre.

Pourquoi avoir créé cette fondation ?

Isabelle BLOCKMANS : Notre fille Laure, âgée de 16 ans, a été tuée par son petit ami en mai 2012. Nous avons bien sûr été terrassés par ce drame, mais plus d'un an après, on a souhaité créer quelque chose à partir de cet événement tragique, pour faire perdurer son nom. Comme Laure écrivait beaucoup, on s'est dit que ce serait positif de créer une fondation qui soutienne les jeunes auteurs.

Celle-ci a tout d'abord publié les écrits de Laure...

IB : Oui. Pour lancer la fondation, en ce début d'année 2014, on a publié sur fonds propres son roman *Tommy* et trois nouvelles, aux Éditions Memory. Le roman raconte l'évolution d'un adolescent jusqu'à l'âge adulte. Laure aimait raconter des histoires avec des personnages, développer les relations entre les gens. Elle avait une maturité étonnante pour son âge.

Quels sont les objectifs de la fondation ?

Claude NOBELS : Elle offrira et financera deux Prix d'œuvres littéraires en français par an : l'un au lauréat d'un groupe de candidats entre 14 et 18 ans, et l'autre à celui d'un groupe de candidats entre 19 et 23 ans. Les jeunes sont d'ores et déjà invités à nous faire parvenir leurs manuscrits. Un jury indépendant déterminera ensuite les lauréats, dont les œuvres seront publiées. La fondation couvrira tous les frais pour lancer les livres sur le marché¹.

IB : Nous avons créé cette fondation entourés d'amis qui, par hasard, ont tous à voir avec la jeunesse ou avec la littérature. On a aussi un accord avec la Fondation Roi Baudouin, et nous avons le soutien de la Bibliothèque royale de Belgique qui nous aidera, via leur Service Jeunesse, pour la promotion, la logistique...

Avez-vous un message à adresser aux écoles, aux enseignants ?

CN : Le soutien de professeurs de français, qui peuvent stimuler les élèves et leur parler du concours, nous serait précieux.

IB : Une des nouvelles de Laure a été écrite dans le cadre du cours de français et le professeur avait fait un recueil avec les meilleurs textes. C'est une bonne façon de stimuler l'écriture, d'encourager les élèves.

Avez-vous déjà reçu des manuscrits ?

CN : Oui ! On ne les a pas encore lus, mais cela semble tout à fait valable. Avec l'éditeur Memory, on a lancé une nouvelle collection, « Jeunes auteurs », qui se chargera essentiellement de tout ce qui arrivera à la Fondation Laure NOBELS. Je n'ai ici qu'un souhait : que les jeunes osent participer et qu'ils lisent ! Écrire, c'est d'abord lire ! ■

BRIGITTE GERARD

1. Informations, conditions, dons : www.fondationlaurenobels.be – 02 262 20 14
info@fondationlaurenobels.be

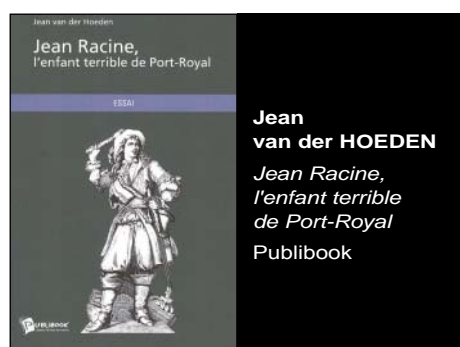
RACINE : FAIRE VIVRE L'ŒUVRE D'UN AUTEUR PROFONDÉMENT ACTUEL

Jean van der HOEDEN, enseignant de français pendant une quarantaine d'années et auteur de plusieurs articles et de deux livres¹ dédiés à Jean RACINE, partage sa passion pour le dramaturge dans les écoles, aux élèves du 3^e degré. À chaque fois, il souhaite faire découvrir en quoi, en raison même de plusieurs aspects de la problématique qu'il soulève dans son théâtre, Racine est et reste un auteur profondément actuel. J. van der HOEDEN sélectionne à chaque fois des extraits de pièces de Racine, qu'il propose aux élèves de lire et/ou interpréter. Il essaie ensuite de faire apparaître ce qui lui semble être les thèmes fondamentaux du théâtre racinien, cela en rapport autant avec le plus concret de la vie quotidienne qu'avec ce qui fut celle, bien souvent tourmentée, du tragédien français.

Intéressé ?

jean_vdh_@hotmail.com
et 02 770 98 87

1. Ci-dessous, la couverture de son dernier livre.



25^E ANNIVERSAIRE DU FONDS HOUTMAN

En 2014, le Fonds Houtman (ONE) célèbre ses 25 années d'action au bénéfice de l'enfance en difficulté en Fédération Wallonie-Bruxelles. À cette occasion, il décernera, lors d'un événement en novembre prochain, deux prix d'une valeur de 25 000 EUR chacun pour des projets qui s'inscrivent dans des thématiques culturelles et sociales. L'un de ces prix récompensera une action ou une recherche-action originale favorisant la participation et l'accès de l'enfant à la vie culturelle et artistique. Le deuxième prix récompensera une initiative pouvant avoir une influence positive sur le développement et l'épanouissement du jeune enfant (0-12 ans) dans ses différents lieux de vie : milieu familial, milieu d'accueil, milieu scolaire, milieu d'accueil extrascolaire...

Pour plus d'informations : www.fondshoutman.be

PASTORALE SCOLAIRE : CINQUIÈME !



La cinquième et dernière affiche de la série « Plein de(s) sens » parvient dans les écoles après les vacances de Pâques. Elle est consacrée à l'odorat. En cette belle saison, le parfum des fleurs embaume l'air et les artistes s'imprègnent de ces odeurs pour leur donner une voix. Francis CABREL mentionne ainsi les mots comme « des parfums qu'on respire » :

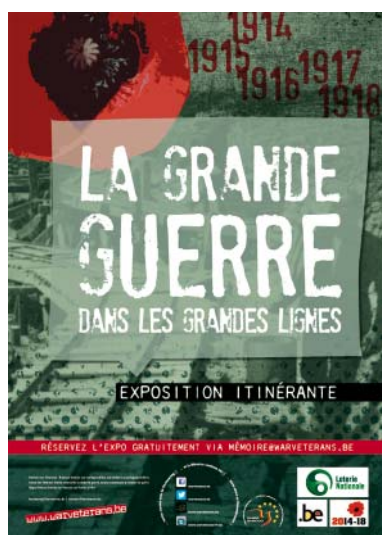
« Si c'est vrai qu'il y a des gens qui s'aiment
Si les enfants sont tous les mêmes
Alors... il faudra leur dire
Les mots qu'on reçoit
C'est comme des parfums qu'on respire
Il faudra leur dire
Facile à faire »

Ne seraient-ils pas ces parfums d'Évangile ?
Un mot, un geste, un sourire, juste un regard,

facile à faire, un peu plus d'amour que d'ordinaire.

Retrouvez l'affiche et les pistes d'accompagnement sur :

<http://enseignement.catholique.be> > Services du SeGEC > Pastorale scolaire
Ces pistes peuvent également être obtenues auprès des équipes diocésaines de pastorale. Plus d'infos ? myriam.gesche@segec.be



14 -18 : EXPO ITINÉRANTE

L'Institut des Vétérans (Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre) propose, pendant la période 2014-18, une exposition itinérante dédiée à la Première Guerre mondiale. Photos, documents et anecdotes évoquent tant les grands thèmes de la guerre que des aspects plus méconnus : l'attentat de Sarajevo, les grandes batailles, les étrangers sur le front, l'évolution technologique, l'occupation, la pénurie de nourriture... En une trentaine de panneaux trilingues (français-néerlandais-anglais), cette expo retrace l'Histoire de la Première Guerre mondiale avec trois regards : international, belge et local.

L'exposition est à disposition des écoles. Des guides expérimentés peuvent assurer des commentaires auprès des visiteurs. Informations et réservations : 02 227 63 60 ou memoire@warveterans.be



UN « FLASHMOB » POUR SENSIBILISER AU MALÊTRE ADOLESCENT

Le asbl « Actions for teens » invite un maximum d'élèves de 5^e et 6^e secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles à organiser, le **vendredi 2 mai**, un flashmob dans leur école afin de sensibiliser les jeunes au malêtre adolescent et à ses conséquences. Un flashmob est un rassemblement d'un maximum de personnes à une heure déterminée dans un lieu public.

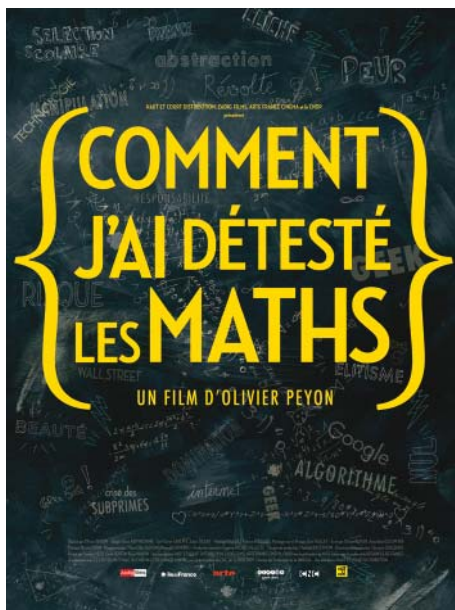
Au moment d'écrire ces lignes, une dizaine d'écoles avaient déjà annoncé leur intention de l'organiser. Cette action visera à promouvoir la création d'une maison pour adolescents unique en son genre en Belgique. « Area+ », installée à Uccle en Région bruxelloise, sera à la fois un lieu de soutien et d'écoute comprenant un lycée et un hôpital. L'école Escale (enseignement spécialisé de type 5) est associée au projet.

Pour plus d'informations :
www.areaplus.be
www.together4teens.com



COMMENT J'AI DÉTESTÉ LES MATHS¹

Après un travail de 4 ans qui l'a amené à rencontrer près de 300 mathématiciens aux quatre coins du monde, **Olivier PEYON** signe, avec son film *Comment j'ai détesté les maths*, un documentaire dense, abordant à la fois l'enseignement des mathématiques et les applications concrètes de cette discipline dans la société.



Pourquoi avoir tourné ce film ?

Olivier PEYON : Le point de départ, c'est la phrase d'un ami chercheur au Collège de France : « *Si on enseignait l'esprit de liberté des maths, tous les élèves deviendraient des rebelles.* » Je ne voyais pas le rapport entre cette discipline, synonyme pour moi de rigidité et d'élitisme, et l'idée de révolte. En faisant des recherches, j'ai découvert ce qu'était l'esprit mathématique : l'importance du doute, le droit à l'erreur, le plaisir de chercher... Pourtant, aujourd'hui, des milliers de gamins assurent détester les maths, et on se sert des chiffres pour asséner des vérités. On dit par exemple : « *C'est mathématique* » ou « *Les chiffres parlent d'eux-mêmes* »... On s'est éloigné de cet esprit mathématique qui fait du doute une vertu et qui est attaché à la notion

de plaisir. Je me suis demandé comment avait pu naître un tel malentendu.

Pourquoi en est-on arrivé à détester les maths ?

OP : Tout s'est accéléré en 1970, quand les maths sont devenues la matière de sélection – jusqu'alors, il s'agissait du latin. La réforme des mathématiques modernes les a, par ailleurs, rendues trop abstraites. 1970, c'est aussi la naissance d'internet. Les maths se sont alors transformées en un outil technologique puissant qui régit notre monde.

Votre film a-t-il une visée pédagogique ?

OP : Il est destiné au grand public, mais ce n'est pas un documentaire pédagogique. Je me suis placé en tant que citoyen, en tant qu'ancien élève qui a été sélectionné sur les maths, en tant que père de famille aujourd'hui...

Avez-vous une idée pour réconcilier les enfants avec les maths ?

OP : On reproche souvent à l'apprentissage de cette discipline d'être trop désincarné. Peut-être devrait-on prendre 5 minutes en début de cours pour raconter une anecdote liée à l'histoire des maths. Les théorèmes ne viennent pas de nulle part, ils ont une histoire, souvent passionnante. Comme celle d'Évariste GALOIS, mort dans un duel à l'âge de 20 ans et qui a laissé derrière lui des travaux d'une grande valeur. Je le vois avec mes fils adolescents : il faut leur raconter des histoires pour les accrocher. Et peut-être « *reconnecter les maths au corps* », comme le pense la psychologue Anne SIETY, qu'on aperçoit dans le film. ■

1. Cette Interview d'Olivier Peyon est parue dans le magazine français *Enseignement catholique actualités*, sous la plume de Noémie FOSSEY-SERGENT. Le DVD du film est annoncé pour septembre 2014.

Possibilité de projections scolaires dans tous les cinémas de Wallonie
Plus d'infos sur www.commentjaidetestelestmths.be

L'humeur de...

Marthe MAHIEU

**LE NOM DE FAMILLE :
DÉPASSÉ ?**

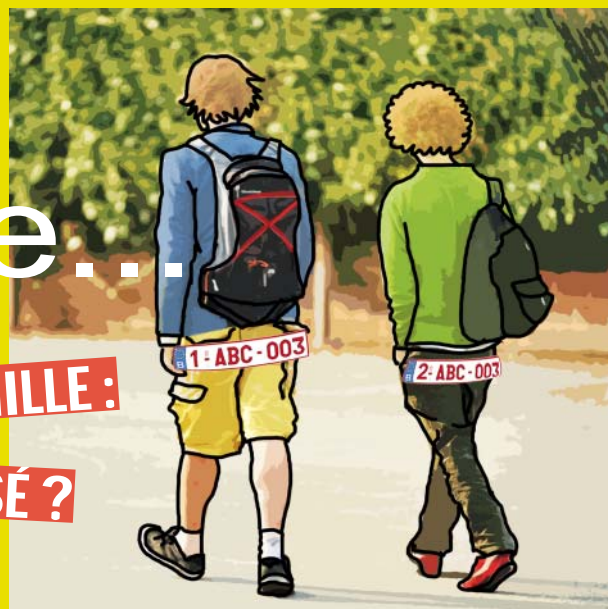


Illustration: Anne HOOGSTOEL

À la rentrée 2026, les écoles de Bruxelles – qui était devenue une région autonome multilingue – et de Wallonie rencontrèrent de grandes difficultés. La première cohorte d'élèves possédant un double nom de famille arrivait en première secondaire. Les écoles fondamentales s'arrachaient déjà les cheveux depuis un certain temps. On avait dû jeter toute la réserve d'anciens registres et en acheter de nouveaux sur fonds propres, la place manquant dans la première colonne pour écrire, par exemple : Antonopoulos-Vandekerckhove Marie-Amélia, ou Grobbendiependonck-Zaraboukian John-Dylan. Car beaucoup de parents, pour mettre fin aux interminables disputes causées par le choix du premier nom de famille, avaient résolu le problème en laissant le parent frustré choisir un deuxième prénom. L'encodage des noms prit un temps considérable. Surtout qu'on avait été obligé de revenir à des listes papier pour doubler les répertoires informatiques et les bulletins : on n'arrivait pas à empêcher les élèves, souvent dès 8 ans, de pénétrer avec une habileté diabolique dans les logiciels pour modifier leurs points d'examens ou leur nombre de retards et d'absences. Bientôt, il y eut d'inévitables erreurs, qui entraînèrent des refus d'homologation, des manifestations, des procès. Des fonctionnaires de l'Administration centrale tombèrent en burn-out et démissionnèrent.

Dans certains couples, pour éviter le divorce qui se profilait lors de la deuxième naissance, tant les tensions à propos du nom s'étaient envenimées, on décida d'alterner l'ordre des noms. On ne savait donc plus, à l'école, qui était le frère ou la soeur de qui. C'était le foutoir, le jour des photos ou pour le calcul des réductions. Un député du PTB proposa, devant toutes ces catastrophes, de supprimer purement et simplement le nom de famille – la famille, de toute façon, n'était-ce pas un concept réactionnaire et bourgeois dépassé ? – et de le remplacer par un numéro d'immatriculation, comme pour les véhicules... Finalement, le nouveau gouvernement mis en place en quelques jours après les élections de 2030, où le nouveau parti « *Retrouvons-du-lien* » avait remporté la majorité absolue, fit voter la suppression de la loi de 2014. Il y eut, comme souvent avec les aberrations politiques, une génération sacrifiée. Mais sur le long terme, le bon sens avait prévalu. D'ailleurs, entretemps, les femmes ayant conquis l'égalité – voire la suprématie – dans le domaine des études, des emplois, des salaires et des tâches ménagères, se montrèrent heureuses de laisser aux pères de leurs enfants la satisfaction symbolique de leur donner leur nom. ■



LE TURNOVER DES ENSEIGNANTS ■ PP. 18-19